

Chartres, le 20 déc. 2023

Nos réf : RPREF/TTa/IC230543

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

à

Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir – BPE

Sans présentation au

Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place de dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et de dispositions de gestion de crise

**Cas des ICPE d'Eure-et-Loir ne faisant pas l'objet de prescriptions « sécheresse »
spécifiques**

PJ : Projets d'arrêtés préfectoraux

I – INTRODUCTION

Les sécheresses, définies comme un déficit en eau sur une période relativement longue, font partie des extrêmes climatiques à fort enjeu sociétal. Les événements que la France a connus, lors de l'été 2003 ou plus récemment de façon répétée depuis 2015 ont rappelé la sensibilité de nos systèmes aux extrêmes hydrologiques et à la disponibilité de la ressource en eau.

Les conséquences des sécheresses sont multiples : érosion de la biodiversité et espèces envahissantes, disponibilité de la ressource en eau potable, augmentation des feux de forêt ou des incendies ... Lesquelles conséquences peuvent ensuite renforcer le changement climatique, par exemple lorsqu'un feu de forêt relâche du CO₂.

Le changement climatique, du fait de l'augmentation de l'évaporation liée à la hausse des températures, renforce l'intensité et la durée des sécheresses des sols. Les effets sont déjà visibles dans différentes régions du monde, dont le Bassin méditerranéen.

En France, l'année 2022 est la plus chaude enregistrée depuis le début des relevés en 1900.

Il importe donc à l'industrie de s'adapter face à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses. Il est en particulier nécessaire de prévoir des réductions pérennes des prélèvements d'eau, mais aussi, en cas de sécheresse sévère, la mise en œuvre d'aménagements temporaires pour réduire la consommation d'eau et limiter les rejets dans le milieu.

Ce rapport vise à présenter l'action nationale sécheresse telle qu'elle est déclinée en région Centre-Val de Loire pour les installations classées pour la protection de l'environnement, en application du plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau, présenté par le Président de la République le 30 mars 2023, de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et de la circulaire actions nationales 2023 de l'inspection des installations classées du 12 décembre 2022.

II – ACTION 2022 SUR LES INSTALLATIONS CLASSÉES EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Dès la signature des arrêtés de restriction provisoire de la ressource en eau, les services de l'inspection des installations classées ont mis en place, comme chaque année, une information auprès des industriels gros utilisateurs de la ressource en eau superficielle et souterraine, ainsi qu'auprès des entreprises rejetant dans le milieu naturel. Les 63 industriels « gros utilisateurs », avec un prélèvement supérieur à 50 000 m³ en milieu naturel, ont été définis sur la base des déclarations des exploitants au registre des émissions de polluants et des déchets – déclarations GERE de 2021.

Cette information avait pour but de les sensibiliser à l'économie d'eau notamment pour ce qui est de la ressource non indispensable à la bonne marche des installations industrielles. Il était également demandé aux industriels une grande vigilance en matière de rejets d'effluents dans des cours d'eau dont le débit était affecté par la sécheresse.

28 inspections ciblées ont été menées en région Centre-Val de Loire.

III – MODALITÉS DE L'ACTION 2023

En vue de pérenniser une utilisation rationnelle et économique de la ressource en eau, l'inspection des installations classées propose de prescrire, à chaque établissement industriel prélevant plus de 50 000 m³ d'eau dans le milieu naturel :

- d'établir **un diagnostic de sa consommation d'eau et de ses rejets**, une analyse des économies possibles et des dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, ainsi que des dispositions de gestion de crise, mais également des économies possibles à plus long terme si possible ;

- de mettre en place **un programme d'action**, une analyse technico-économique et un calendrier des opérations afin de :
 - **en période normale de fonctionnement**, mettre en place des mesures d'économie d'eau et de limitation des rejets ;
 - **en période de crise**, d'appliquer des dispositions de limitations d'usage de l'eau et de rejet des effluents, fonction des processus industriels et de la gravité de la sécheresse, ainsi que des mesures de gestion de crise.

Ces étapes sont présentées ci-dessous.

III – 1. Diagnostic

Il est demandé à l'industriel de mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'analyse des consommations d'eau des processus industriels mais aussi des autres usages (domestiques, arrosages...) ainsi que des rejets de l'entreprise dans le milieu ou dans les circuits d'épuration et de traitement.

Le diagnostic doit permettre de déterminer :

1. les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau d'eau public, provenance de l'eau et interconnexion de ce réseau), et dans le cas d'un prélèvement dans le milieu naturel, la localisation géographique des captages, le nom de la nappe captée, les débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
2. les quantités d'eau indispensables aux processus industriels, en identifiant précisément la part nécessaire à la mise en sécurité ou au maintien en sécurité des installations, telles qu'unités de refroidissement ou de traitement des effluents dangereux (tour de lavage, etc.), et le cas échéant, la durée maximale de suspension de l'alimentation en eau de ces unités ;
3. les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
4. les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels, mais dont l'approvisionnement peut être décalé hors période de tension sur la ressource en eau, ainsi que les changements de période ;
5. les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels (exemple non exhaustif : quantités d'eau utilisées lors des tests réglementaires périodiques des équipements de lutte contre l'incendie) et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
6. les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
7. les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique et basées sur les seuils de l'arrêté-cadre sécheresse du département d'implantation de l'établissement connus à la date de réalisation de l'étude ;
8. les limitations des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs et basées sur les seuils de l'arrêté-cadre sécheresse du département d'implantation de l'établissement connus à la date de la réalisation de l'étude ;
9. les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;

10. Une procédure de suivi de l'étiage pour les prélèvements en eau de surface ;

11. L'historique des consommations d'eau brute et consommation spécifique, et des actions de réduction d'ores et déjà entreprises ou engagées depuis 10 ans ;

Le diagnostic doit également comprendre :

12. pour ce qui est des rejets, une proposition de flux de charge polluante par paramètre prescrit par l'arrêté pouvant être rejeté avant que la qualité du cours d'eau soit dégradée par le rejet, en fonction des seuils de l'arrêté-cadre départemental d'implantation de l'établissement connu à date de réalisation de l'étude ;

13. une analyse quant au rejet d'effluents non-conformes, notamment sur le paramètre température ;

14. une analyse sur la disponibilité des moyens de lutte en cas d'incendie (internes et externes) lors des épisodes de sécheresse et les moyens mis en œuvre pour maintenir cette disponibilité en toute circonstance.

Les volumes sus-mentionnés seront exprimés en mètres-cubes (m³).

III – 2. Action de gestion des prélèvements et des rejets

L'entreprise établit, sur la base du diagnostic, les actions de gestion des limitations des prélèvements d'eau et de rejets dans le milieu ainsi que de gestion de crise.

Les actions de gestion doivent distinguer les aménagements pérennes qui visent les périodes de fonctionnement normal de l'entreprise, des opérations à mettre en place en cas de crise hydrologique.

- **Mesures d'économie en période normale de fonctionnement**

Les premières actions d'économie consisteront à supprimer les pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise.

Des dispositifs d'économie d'eau doivent également être mis en place sur les chaînes de processus industriels et sur les usages non industriels (recyclage, circuit fermé...).

Les rejets aqueux seront limités voire supprimés si non indispensables au processus industriel.

- **Mesures d'économie en période de crise**

Les actions de gestion des prélèvements et des rejets doivent mettre en évidence les dispositions permettant de limiter les consommations d'eau non utiles au processus industriel ainsi que les rejets, en cas de crise hydrologique.

Ces actions devront notamment présenter les rejets maximums possibles dans des cours d'eau au débit réduit et la valeur minimale de ces débits permettant le rejet.

Les actions de gestion doivent également mettre en évidence les dispositions nécessaires à l'arrêt de l'entreprise en cas de crise hydrologique critique.

Ces propositions d'actions doivent être envoyées à l'inspection des installations classées. Elles doivent présenter un échéancier pour la mise en place des mesures de gestion de l'eau et des rejets ainsi qu'une évaluation technico-économique. (cf paragraphe V du présent rapport pour les délais de transmission)

IV – ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DE L'OPÉRATION

Les industriels peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'aides financières de l'agence de l'eau du bassin dans lequel ils se situent pour les diagnostics ainsi que pour la mise en place de dispositifs d'économie d'eau et de limitation des rejets.

V – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les dispositions proposées dans cet arrêté ont pour but de mettre en place des réponses opérationnelles, proportionnées et ciblées face à une situation de crise. Elles permettront également de rationaliser les prélèvements et les rejets en période normale d'activité.

Cette action, prévue par la circulaire actions nationales 2023 de l'inspection des installations classées du 12 décembre 2022, vient compléter les mesures du **plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau** présenté par le Président de la République le 30 mars 2023 et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Au vu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir d'imposer aux exploitants des établissements concernés (liste en annexe), la réalisation d'un diagnostic de leurs prélèvements et rejets d'eau ainsi que la transmission d'un calendrier d'action conformément aux dispositions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport.

Il est proposé d'appliquer les délais suivants :

- **Le diagnostic** est envoyé à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification de l'arrêté.
- **Le calendrier** des opérations d'économie de prélèvement et de limitations des rejets et de gestion de crise est envoyé à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas neuf mois après notification de l'arrêté. Il sera accompagné d'une analyse technico-économique des opérations décrites.

Pour le directeur,
La Chef de l'unité départementale d'Eure-et-Loir

Annexe

Établissement	AIOT	Commune	Prélèvement d'eau en 2021 (m³)
SABLIÈRE DU THIEULIN	0010004543	Le Thieulin	212 915
SMB	0010002647	Prasville	106 932
SMBP	0010007963	Prasville	49 303*
SMBP	0010012417	Eole en Beauce	73 426
UVEA	0010000473	Ouarville	66 495
NOVANDIE	0010006622	Auneau	413 691
HYDRO EXTRUSION Lucé 2	0010000242	Lucé	70 669

*Compte tenu du prélèvement de 50 818 m³ en eau souterraine en 2022 et de la capacité totale maximale des installations de prélèvement (75 m³/h), il est proposé d'inclure l'installation de traitement de la société SMBP dans l'action 2023.